

Questions orales

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Je regrette, monsieur l'Orateur, le député aurait-il l'obligance de répéter sa question parce que je n'ai pas bien compris.

M. Towers: Monsieur l'Orateur, le ministre pourrait-il vérifier le bien-fondé des allégations d'un porte-parole de l'ACDI, selon qui des débardeurs du port de Montréal auraient volontairement endommagé des sacs de blé destinés à l'Éthiopie et à la Somalie, et nous dira-t-il qui en paiera le coût?

M. Marchand (Langelier): Je me renseignerai, monsieur l'Orateur. C'est la première fois que j'en entends parler. L'ACDI ne m'en a jamais informé. Je vérifierai et j'essaierai de voir de quoi il s'agit.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES DÉMARCHES POUR LA LIBÉRATION DE MISSIONNAIRES FAITS PRISONNIERS AU VIETNAM—DEMANDE DE RAPPORT

M. Sean O'Sullivan (Hamilton-Wentworth): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre suppléant en sa qualité de secrétaire d'État suppléant aux Affaires extérieures. Comme l'ambassade du Canada à Paris a entamé des négociations avec le GRP du Vietnam, peut-il nous dire si l'on a présenté des instances au nom des missionnaires détenus captifs comme prisonniers de guerre, parmi lesquels se trouvent les Canadiens Norman et Joan Johnson? Peut-il nous mettre au courant des démarches entreprises pour faire libérer ceux qui sont détenus captifs contrairement à toutes les promesses et tous les engagements précédents des forces communistes?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, je vais transmettre cette demande au ministre et au ministère. Je sais qu'ils suivent de très près cette affaire. Comme vous le savez, nous n'avons pas encore pu rétablir de relations diplomatiques avec le gouvernement sud-vietnamien, bien que l'ayant reconnu.

M. O'Sullivan: Monsieur l'Orateur, étant donné que ces missionnaires sont maintenant détenus depuis deux mois et demi ou presque trois mois, et que le ministre a répondu à la Chambre le 7 mai qu'il pouvait nous garantir que le gouvernement ferait tout son possible pour les faire libérer, le ministre peut-il nous dire ce qu'il entend par «tout son possible»?

M. Sharp: C'est très difficile à définir, monsieur l'Orateur. Je parlais de tout ce qu'il est possible de faire dans les circonstances.

* * *

L'AGRICULTURE

DEMANDE DE MAJORATION DES SUBVENTIONS AUX UNIVERSITÉS ET D'ÉTUDE SUR LES POSSIBILITÉS DE GASPILLAGE

M. Stan Schellenberger (Wetaskiwin): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Le ministre songe-t-il à consacrer une plus grande partie

[M. Towers.]

de son budget aux universités, par l'intermédiaire du ministère de l'Agriculture, et va-t-il envisager de doubler les crédits et les installations disponibles dans le cadre de ce programme?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, nos programmes universitaires sont aussi bons et même meilleurs que ceux de n'importe quel autre pays du monde. Je pense que deux pays au monde seulement nous surpassent en matière de recherches gouvernementales.

Une voix: C'est faux.

Une voix: Vous ne savez pas de quoi vous parlez. Donnez-nous des chiffres.

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député de Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo a la parole.

* * *

L'ÉDITION

LA MISE AU COURANT DU MINISTRE QUANT À LA PARTICIPATION DE MM. NICHOL ET WYLIE À UN RACHAT ÉVENTUEL DE «TIME CANADA»

M. Perrin Beatty (Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État. Le ministre est-il au courant d'une participation éventuelle de M. John Nichol et de M. Torrance Wylie au rachat de *Time Canada* si le bill concernant *Time* et *Reader's Digest* est adopté, et quand a-t-il eu connaissance pour la première fois de cette participation, si tant est qu'elle ait un fondement de réalité?

L'hon. James Hugh Faulkner (secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, je n'en ai absolument pas connaissance.

* * *

LE LOGEMENT

LA CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE—LA DEMANDE DE CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES DE L'ONTARIO POUR LA RELANCE DE LA CONSTRUCTION DOMICILIAIRE

M. A. D. Alkenbrack (Frontenac-Lennox et Addington): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au très courtois ministre d'État chargé des Affaires urbaines. Le ministre n'a pu jusqu'ici remplir les engagements qu'il avait pris et rencontrer les ministres provinciaux chargés du logement. Envisage-t-il de le faire dans un proche avenir et, dans l'affirmative, quand?

L'hon. Barney Danson (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, j'espère que la consultation sera continue. Je l'ai déclaré en janvier, à la conférence des ministres du logement, nous tiendrons des réunions cette année. En fait, nous aurons mardi prochain des entretiens officiels.

M. Alkenbrack: Monsieur l'Orateur, le gouvernement de l'Ontario ayant demandé officiellement l'octroi de crédits supplémentaires pour stimuler l'industrie du logement actuellement dans le marasme, quelles mesures le gouvernement a-t-il prises à cet effet?